

Avis de Terre de Liens Ile de France

dans le cadre de l'enquête publique sur la réalisation du projet d'établissement pénitentiaire de Noiseau et constituée en vue de sa qualification en tant que Projet d'intérêt Général (PIG) à Noiseau (94880)

Terre de Liens Ile de France est une association dont l'une des missions est de protéger le foncier agricole de la région de l'artificialisation.

Les terres agricoles en Ile de France sont parmi les plus fertiles de l'Europe. Les 75 ha visés par le projet vont contribuer à réduire la capacité nourricière déficitaire de l'Île-de-France, c'est pourquoi avec notre groupe local du Val de Marne qui suit cette zone depuis plusieurs années, nous rendons un avis négatif sur ce projet.

Si ce projet aboutissait, le pénitencier serait intégralement construit sur des terres agricoles fertiles, cultivées par des exploitants locaux. Son installation retirerait au minimum une vingtaine d'hectares définitivement à l'agriculture en les artificialisant irrémédiablement. 55 autres hectares seraient laissés en sursis aux exploitants agricoles (en attendant l'extension ultérieure probable de l'urbanisation). La viabilité des exploitations agricoles serait donc remise en question car la superficie à cultiver ne serait plus suffisante et la séparation des parcelles complexifierait la conduite des assolements. La préservation des terres est essentielle pour étayer la sécurité alimentaire en Ile de France. La commune de Noiseau, dont le territoire est concerné par cette proposition, tient à la préservation de ces terres agricoles exceptionnelles ; la preuve en est qu'elle a révisé un projet « d'agro-quartier » pour libérer 17 hectares de terres agricoles originellement concernés en mobilisant une partie de l'ancien site de France Télécom en friche.

Les parcelles visées par la demande de PIG sont parmi les dernières terres agricoles en petite couronne. Le PLU et le SDRIF les protègent comme telles. Les objectifs du ZAN (Zéro artificialisation nette) imposée par la loi Climat et résilience de 2021 sont cohérents avec la préservation de ces terres. Les élus locaux du Val de Marne souhaitent les préserver également ; il est le seul département de la petite couronne qui possède encore des terres agricoles viables.

Les parcelles visées sont également importantes écologiquement ; elles constituent une trame non bâtie reliant la Forêt Notre Dame au sud à la trame bleue du Morbras au Nord et aux rémanents de terres agricoles et boisées à Chennevières et la Queue en Brie. Elles maintiennent un couloir pour la biodiversité et constituent un poumon d'espace libre dans le contexte d'urbanisme dense des alentours. De plus, de nombreux plans d'eau naturels et de zones humides fragiles se trouvent sur ces parcelles, et abritent une biodiversité spécifique.

Les parcelles sont sujettes à des inondations par fortes pluies, qui deviendront de plus en plus fréquentes avec les perturbations du dérèglement climatique. Imperméabiliser ces sols augmenterait le danger d'inondations pour les populations en aval, notamment dans la vallée du Morbras et à Ormesson et Sucy-en-Brie, car les terres ne pourraient plus absorber les précipitations fortes. De plus, ces parcelles jouent un rôle de régulateur car leurs zones humides nourrissent une nappe phréatique qui contribue à l'équilibre hydrologique de la région. Un ancien système hydraulique du XVIIème siècle a été découvert en sous-sol de ces terres, montrant leur importance dans la circulation des eaux.

D'autres sites déjà artificialisés (friches industrielles ou commerciales, par exemple) pourraient être mobilisés pour le projet pénitencier, quitte à viser un projet immobilier moins grand (800 places prévues pour le pénitencier de Noiseau) et plus à taille humaine. La terre agricole est précieuse en Ile de France ; détruire ces parcelles par « solution de facilité » serait une erreur irréversible.

Voilà pourquoi l'association Terre de Liens Ile de France transmet un avis négatif à la consultation publique et se joint ainsi au consensus des habitants, associations et élu.es du secteur pour demander que la qualification de Projet d'intérêt Général (PIG) soit refusée à ce projet.